

L'ACTUALITÉ DU SECRÉTARIAT DU CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Informations sur les travaux du Club,
ses publications et événements

www.oecd.org/csao

SOMMAIRE

■ SEMAINE DU SAHEL & DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

- 29^e Réunion annuelle du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA)
- Alliance globale pour la résilience - Sahel et Afrique de l'Ouest (AGIR) - Réunion du Groupe d'experts senior
- Forum du Club : Avenir des espaces saharo-sahéliens vu d'une perspective transrégionale
- Réunion du Groupe d'orientation politique (GOP) du Club
- Un foisonnement de débats
- Point de vue : la nouvelle dynamique du CILSS, entretien avec Djimé Adoum

■ PUBLICATIONS

■ ÉVÉNEMENTS EN 2014

LE MOT DU DIRECTEUR

L'édition 2013 de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest s'est achevée le 29 novembre à Abidjan après cinq longues journées d'effervescence.

Les très nombreux acteurs de cette semaine - ministres, entrepreneurs, paysans et éleveurs, hauts responsables d'organisations régionales et d'agences de coopération, chercheurs, élus locaux, responsables associatifs - en ont fait un incontestable succès ; leur succès. Ceci a été souligné par les Membres et amis du Club à l'occasion de notre Groupe d'orientation politique (GOP) le 29 novembre. Nous sommes heureux et reconnaissants de ce jugement positif.



Laurent Bossard
Directeur,
Secrétariat du Club

Bien au-delà des remerciements d'usage, nous devons encore et encore souligner la qualité de l'accueil et l'efficacité de l'aide du gouvernement ivoirien, sous l'impulsion du Premier Ministre Daniel Kablan Duncan, du Ministre des affaires étrangères Charles Koffi Diby et du Ministre de l'agriculture Mamadou Coulibaly Sangafowa ; les équipes de ce dernier nous ayant aidés sans relâche, jour après jour.

Qu'avons-nous appris de cette expérience ? Il est tout aussi important de tirer les leçons des succès que des échecs.

Le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) s'impose comme l'instance de référence en matière de sécurité alimentaire et de résilience. Désormais, les Nations Unies s'appuieront sur ses analyses et conclusions pour formuler leurs appels humanitaires annuels pour la région. Là encore, ce succès est celui des membres du Réseau. Toujours plus nombreux et assidus, présents au niveau décisionnaire, ils travaillent ensemble, autour des mêmes concepts, avec les mêmes outils. La Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires – si longuement négociée – et son « Cadre harmonisé », y sont pour beaucoup. Ceci montre que les processus ancrés dans le dialogue, même s'ils peuvent paraître longs, sont les plus solides et les plus durables.





Le Réseau accueille l'instance décisionnaire de l'Alliance globale pour la résilience - Sahel et Afrique de l'Ouest (AGIR). Depuis septembre 2012, nous sommes passés d'un concept initié par l'UE et les organisations régionales ouest-africaines, à une démarche politique dotée d'orientations partagées par tous (une feuille de route régionale et une méthode de travail pour la formulation des « Priorités Résilience Pays (PRP) »). Les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA ainsi que le CILSS assument pleinement le leadership politique et technique. Une dizaine de ministres sahéliens et ouest-africains étaient présents à Abidjan pour témoigner de l'engagement des gouvernements nationaux. Reste désormais, pour les gouvernements avec leurs partenaires de la communauté internationale, à formuler leurs PRP et à transformer ces priorités en actions sur le terrain.

Le RPCA se porte donc bien. Si bien que, accueillant un nombre croissant de parties prenantes et de participants, il risque d'être « victime de son propre succès ». Dans ce contexte, comment trouver un équilibre entre lieu d'analyse technique et construction d'un consensus autour d'orientations politiques à court et long terme ? De l'avis général, il est temps pour les parties prenantes du Réseau de se pencher sur ces questions. S'appuyant sur une consultation des Membres du Réseau, la réunion du 30^e anniversaire du RPCA en décembre prochain sera l'occasion de présenter quelques pistes d'action dans ce sens.

Consacré à l'avenir des espaces saharo-sahéliens, le Forum annuel du Club a bénéficié d'une bonne alchimie entre l'analyse et le débat politique. Sur un sujet très complexe et très sensible, les participants ont reconnu que les travaux menés dans le cadre du Club donnent à voir les réalités saharo-sahéliennes sous des éclairages originaux ; montrant par exemple le décalage entre la « territorialisation » nationale des analyses sous-tendant les « stratégies Sahel » et les réalités des menaces qui fonctionnent autour de réseaux sociaux mouvants ignorant les frontières. Dans toutes ces dimensions, les enjeux saharo-sahéliens renvoient à la nécessité du dialogue transrégional sans lequel aucune

solution durable ne pourra être trouvée. Ce dialogue est en soi un objectif et un défi que le Forum a modestement contribué à relever. Dans le domaine sécuritaire, il s'agit d'un processus long et complexe qui progresse lentement ; qui se heurte à la fragilité interne de certains États et aux désaccords géopolitiques. Il apparaît en revanche qu'un dialogue sur la coopération économique transsaharienne, les échanges, les investissements, les infrastructures est plus accessible à court terme comme en témoignent la présence et la participation active de représentants de l'Afrique du Nord et sahélienne. Construire ensemble des routes transsahariennes, aménager conjointement des espaces économiques et sociaux communs, multiplier les jumelages de villes et favoriser la coopération transfrontalière de proximité ; voilà quelques pistes prometteuses de travail liant « sécurité et développement ». Au-delà des discours, il est urgent d'agir tout en poursuivant la réflexion ; sur des instruments innovant de financement, sur des outils d'intervention alliant développement et sécurité, sur d'indispensables mécanismes de coordination appelés de ses vœux par la Communauté internationale dans le cadre de la Stratégie intégrée des Nations Unies.

Outre les deux autres réunions officiellement inscrites à l'agenda de la Semaine – le Comité des partenaires du CILSS et le GOP du Club - de nombreuses réunions parallèles se sont tenues (groupe des partenaires de la CEDEAO, Fonds régional de développement agricole de l'UEMOA, Réserve alimentaire régionale...) doublées d'un nombre indéterminé de rencontres bilatérales. Ceci témoigne de la reconnaissance, par l'ensemble des parties prenantes, de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest comme d'un moment utile où l'on peut, en l'espace de quelques jours, faire avancer des dossiers, tisser des liens et entretenir ses réseaux. Nous espérons retrouver cette dynamique positive lors de la prochaine édition qui se tiendra dans la semaine du 8 au 14 décembre, sans doute à Monrovia ou Freetown.

Réservez vos agendas.

LAURENT BOSSARD
Directeur, Secrétariat du Club



Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2013

sous la présidence de Son Excellence Alassane Ouattara,
Président de la République de la Côte d'Ivoire

co-organisée par la CEDEAO, l'UEMOA, le CILSS et
le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE).



→ www.oecd.org/fr/sites/semainedusaheltdelafriquedelouest2013

→ Les images sont disponibles sur Flickr : www.flickr.com/photos/swac

“

CE SUCCÈS EST
LE VÔTRE -
MERCİ À TOUS !

”

SAHEL AND WEST AFRICA **Club** DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Les Membres du Club

Autriche : Ministère fédéral des Affaires étrangères (BMAA) → www.entwicklung.at/en

Belgique : Ministère des Affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement → <http://diplomatie.belgium.be>

CEDEAO : Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest → www.ecowas.int

CILSS : Secrétariat exécutif du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel → www.cilss.bf

États-Unis : Agence américaine pour le développement international (USAID) → www.usaid.gov

France : Ministère des Affaires étrangères → www.diplomatie.gouv.fr

Luxembourg : Ministère des Affaires étrangères → <http://cooperation.mae.lu/fr>

Pays-Bas : Ministère des Affaires étrangères (MINBUZA) → www.government.nl/ministries

Suisse : Direction du développement et de la coopération (DDC) → www.sdc.admin.ch

UEMOA : Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine → www.uemoa.int

L'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne (UE) sont des partenaires stratégiques du Club et contribuent au financement de la mise en œuvre de son programme de travail.



29^E RÉUNION ANNUELLE DU RÉSEAU DE PRÉVENTION DES CRISES ALIMENTAIRES (RPCA)

Abidjan, 25-27 novembre 2013



Organisée par le Secrétariat exécutif du CILSS et le Secrétariat du Club, sous le haut patronage de la CEDEAO et de l'UEMOA, la 29^e réunion annuelle a permis d'examiner le bilan prévisionnel de la campagne agro-pastorale en cours, l'évolution des marchés de produits alimentaires et leur impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages les plus vulnérables. Sur cette base, des recommandations ont été faites dans le communiqué final.

La rencontre a été par ailleurs l'occasion d'échanger sur l'accélération de la mise en œuvre du Cadre harmonisé (CH), l'évaluation de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires, ainsi que l'état de réalisation des dialogues inclusifs pays de l'Alliance globale pour la résilience – Sahel et Afrique de l'Ouest (AGIR → voir pages 6 et 7).

La 29^e réunion annuelle a été consacrée au thème central : « Indicateurs et outils méthodologiques de mesure de la résilience ». Les participants ont salué la richesse des initiatives en cours dans la région. Toutefois, au regard de la multitude des outils développés, ils recommandent la formulation d'un « cadre d'approche harmonisé de mesure de la résilience » sous le leadership des organisations régionales (CEDEAO, UEMOA et CILSS).

Parmi les 250 participants, une dizaine de ministres sahéliens et ouest-africains ont participé aux débats. Les séances étaient présidées par Lapodini Marc Atouga, Commissaire de la CEDEAO ; Djimé Adoum, Secrétaire exécutif du CILSS ; et Guy Evers, Directeur adjoint, Centre d'Investissement, FAO. Le Ministre ivoirien de l'agriculture, S.E.M. Mamadou Sangafowa Coulibaly, a présidé l'ouverture de cette rencontre annuelle de trois jours.

→ Les documents relatifs au RPCA sont disponibles en ligne : www.oecd.org/fr/sites/rpca/reunions/29eRPCA.htm

- 1. **Mamadou Sangafowa Coulibaly**, Ministre de l'agriculture, Côte d'Ivoire
- 2. **François-Xavier de Donnea**, Président du Club
- 3. **Lapodini Marc Atouga**, Commissaire de la CEDEAO en charge de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau
- 4. **Djimé Adoum**, Secrétaire exécutif du CILSS
- 5. **Guy Evers**, Directeur adjoint, Centre d'Investissement, FAO
- 6. **Participants du Forum**
- 7. **VIP lors de la Cérémonie d'ouverture**
- 8. **Mamadou Cissokho**, Président d'honneur du ROPPA ; **Eponou Valérie Acka**, Chargée de planification, Ministère de l'agriculture, Côte d'Ivoire



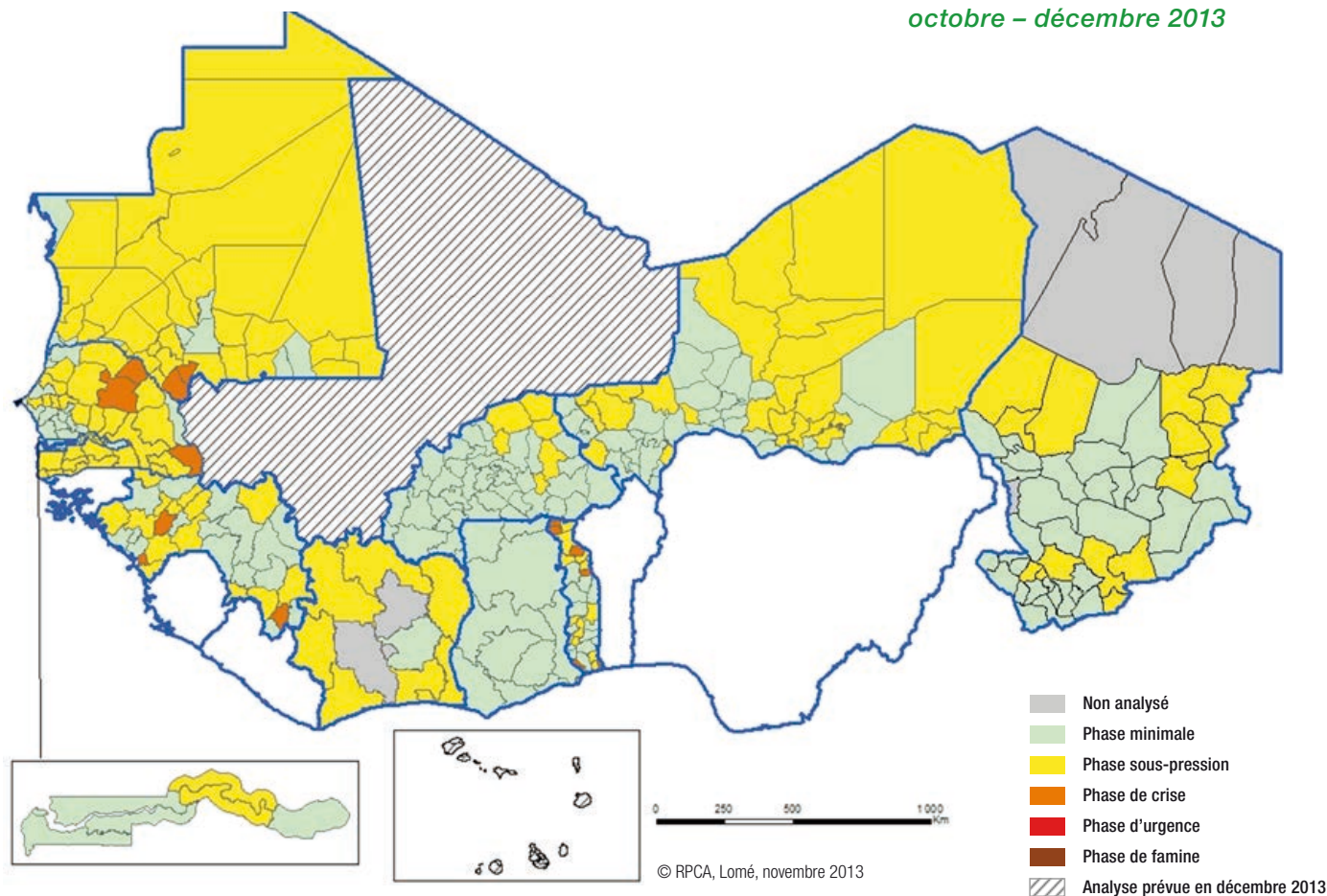
→ Contact : sibirjean.zoundi@oecd.org





Analyse régionale du Cadre harmonisé de la situation alimentaire et nutritionnelle

octobre – décembre 2013



BILAN & RECOMMANDATIONS

« La production céréalière au Sahel et en Afrique de l'Ouest est estimée à 57 millions de tonnes, soit une hausse de 16 % comparativement à la moyenne des cinq dernières années. La production de riz a particulièrement connu une hausse importante de 31%.

En dépit du bon approvisionnement des marchés avec l'arrivée des nouvelles récoltes, des risques alimentaires et nutritionnels localisés existent en raison des prix des denrées toujours élevés comparés à la moyenne des cinq dernières années, des risques de fragilisation de la situation des pasteurs et agropasteurs en raison de déficits fourragers localisés en perspective, associés à un dessèchement précoce des points d'eau. L'analyse de la vulnérabilité révèle que près de 13 millions de personnes sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle. La malnutrition aiguë globale touche près de 4,5 millions d'enfants de moins de 5 ans en 2013.

Face à cette situation, plusieurs recommandations ont été faites dont la nécessité de mettre en œuvre des mesures structurelles ainsi que des plans de réponse au profit des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment les victimes des inondations ainsi que celles réfugiées et déplacées.

Le Réseau insiste également sur l'urgence de la reconstitution des stocks alimentaires nationaux, ainsi que sur la nécessité de renforcer la gouvernance des États au niveau des systèmes statistiques agricoles afin de mieux orienter et renseigner les politiques alimentaires et nutritionnelles.

Examinant l'état de mise en œuvre des instruments de gouvernance régionale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les participants saluent la pertinence du programme d'accélération de la mise en œuvre du Cadre d'identification et d'analyse des zones à risque et des populations vulnérables (CH). Ils recommandent qu'une concertation soit engagée rapidement entre les organisations régionales en vue d'examiner les modalités de financement de sa mise en œuvre y compris la mobilisation de ressources complémentaires auprès des partenaires. [...] Ils saluent également la pertinence du programme de renforcement des capacités de la société civile pour un suivi citoyen de l'application de la Charte et exhortent les organisations régionales et leurs partenaires à examiner ensemble les modalités de sa réalisation. »

→ Extrait du communiqué final

Maty Ba Diao

Chef du Département Information et Recherche, Agrhyet/CILSS

« La campagne agropastorale 2013-2014 est globalement bonne. Hélas, il ne faudrait pas masquer les difficultés des populations vulnérables qui ont du mal à accéder à la nourriture en raison des prix élevés des denrées. Ces populations toujours affectées quelle que soit l'issue de la campagne agropastorale ont besoin d'appuis conséquents pour renforcer leur capacité de résilience afin qu'elles sortent de ce cycle vicieux. »



Maty Ba Diao présente chaque année les résultats prévisionnels de la campagne agricole en cours.

L'ALLIANCE GLOBALE POUR LA RÉSILIENCE (AGIR) - RÉUNION DU GROUPE D'EXPERTS SENIOR

Abidjan, 27 novembre 2013

Réuni dans le cadre du RPCA, le Groupe d'experts senior (AGIR-SEG) a fait le point de la mise en œuvre de l'Alliance globale pour la résilience (AGIR) depuis son lancement à Ouagadougou en décembre 2012. Parmi les acquis majeurs, il y a notamment la validation des outils méthodologiques pour la réalisation des dialogues inclusifs nationaux lors de l'atelier régional d'août 2013 à Cotonou et l'accélération du processus de recrutement des experts de la Cellule technique d'AGIR. Un tour de table a permis de faire le point sur l'avancement du processus des dialogues inclusifs nationaux dans les 17 pays concernées par l'Alliance. Représentés au niveau ministériel pour certains, les pays de la région exhortent leurs organisations régionales à renforcer la communication et le lobbying politique au niveau des États, et à leur apporter tout l'appui technique et financier nécessaire à l'accélération de la réalisation des dialogues inclusifs nationaux. Les participants recommandent également d'opérationnaliser dès que possible la Cellule technique d'AGIR et se fixent l'échéance de la réunion restreinte du RPCA en avril 2014 pour faire un bilan d'étape des processus pays. Les parties prenantes ont salué le rôle de plate-forme, d'animation, de lobbying et de plaidoyer joué par le Secrétariat du Club.

En marge de la réunion, la Plate-forme des partenaires techniques et financiers d'AGIR (PTTF) s'est réunie. Les partenaires ont rappelé les trois éléments clés de la valeur ajoutée d'AGIR énoncés dans la Feuille de route régionale : 1) la création d'un environnement favorable pour placer la résilience au cœur des stratégies et politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle ; 2) l'alignement des actions individuelles et collectives avec la table de résultats « résilience » ; et 3) la promotion de l'apprentissage mutuel et le partage des meilleures pratiques. Les échanges réguliers entre partenaires techniques et financiers (PTF) permettront de mieux coordonner et d'aligner leurs actions sur les priorités nationales définies par les États conformément aux engagements de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. L'UE continuera son rôle de catalyseur vis-à-vis d'AGIR, comme chef de file des PTF. L'UE, l'USAID, la France, l'Espagne, le Canada, la Suisse, l'Autriche, le Luxembourg, les agences des Nations Unies (FAO, UNICEF, OCHA, PAM, PNUD, UNFPA, UNIDO, UNESCO), la Banque mondiale et la Banque africaine de développement ont pris part à cette rencontre.

→ Contact : sibirijean.zoundi@oecd.org

→ Les documents relatifs à l'Alliance AGIR sont disponibles en ligne : www.oecd.org/fr/sites/rpca/agir/seg-agir2013.htm

1. **Kristalina Georgieva**, Commissaire européenne et **Daniel Kablan Duncan**, Premier Ministre, Gouvernement de Côte d'Ivoire
2. **Représentants de haut niveau**
3. **Saga Pascal Yves Ilboudo**, Secrétaire permanent (SP/CPSA), Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, Burkina Faso
4. **Adelina Vicente**, Directrice SP/CONACILSS, Ministère du développement rural, et **Eva Ortet**, Ministre du développement rural, Cap-Vert
5. **Ibrahima Dieme**, Commissaire de l'UEMOA, Département sécurité alimentaire, agriculture, mines et environnement
6. **Partenaires techniques et financiers (PTF)**
7. **Charles McClain**, Ministre délégué du Ministère de l'agriculture chargé de la planification et du développement, Liberia ; **Nango Dembele**, Ministre délégué chargé de l'élevage, de la pêche et de la sécurité alimentaire, Mali ; **Dieh Sidi Heiba**, Conseiller technique, Ministère du développement rural, Mauritanie
8. **Harouna Ibrahima**, Directeur général de l'agriculture et **Amadou Diallo Allahoury** Haut Commissaire à l'Initiative 3N, Niger





Daniel Kablan Duncan
*Premier Ministre,
Gouvernement de
Côte d'Ivoire*

« Cette situation d'extrême fragilité qui concerne en particulier la bande sahélienne, occasionne encore beaucoup trop de souffrance à nos compatriotes. Elle est potentiellement porteuse de faim et de malnutrition. Cela n'est pas acceptable et requiert la solidarité d'autres États, même si leur situation géographique ne les expose pas directement à de telles crises. [...] Aussi, voudrais-je encourager tous les pays membres de notre espace commun à s'investir dans la mise en œuvre de l'Alliance AGIR. Pour sa part, le Gouvernement de Côte d'Ivoire met tout en œuvre pour finaliser et faire adopter les axes d'intervention relatifs à cette Alliance. »



Fernando Moran
*Ambassadeur de
l'Espagne en Côte
d'Ivoire*

« Les partenaires techniques et financiers sont prêts à accompagner les efforts de la région et de ses États membres. Nous l'avons fait dans le passé et nous le ferons dans l'avenir. Pour cela, un principe clé nous inspire : le leadership doit être assuré par les organismes régionaux africains et par ses États membres qui doivent s'approprier davantage de ressources propres. Par ailleurs, il est nécessaire d'évaluer les ressources déjà disponibles et la capacité d'absorption des institutions. [...] Finalement, nous devons tous veiller à améliorer la coordination entre les différents projets et mécanismes de dialogue. AGIR devrait contribuer à garantir cette coordination et l'inclusion de la résilience dans les politiques et priorités régionales et nationales. [...] Dans cet effort collectif, l'Espagne va continuer à être en première ligne. L'Afrique de l'Ouest a toujours été une priorité pour notre pays. Nous sommes convaincus que l'intégration régionale contribue à la croissance économique et à la gouvernance. La coopération espagnole compte sur la capacité de la CEDEAO et de ses États membres à mener à bien ces initiatives avec l'accompagnement de ses partenaires. »



Kristalina Georgieva
*Commissaire
européenne,
coopération intern.,
aide humanitaire et
réaction aux crises*

« En une petite année, depuis le lancement de l'Alliance globale pour la résilience (AGIR) à Ouagadougou, nous avons parcouru un très long chemin. D'une part, un grand nombre de pays concernés sont désormais engagés dans le processus de formulation des plans d'action nationaux : ils s'attendent à répondre à la question : que peuvent-ils faire à leur niveau pour rendre leurs communautés plus résistantes aux chocs récurrents de sécheresse et d'inondations ? D'autre part, nous avons mobilisé d'importants engagements financiers de l'UE : 1,5 milliard d'euros pour soutenir les mesures que les pays ont identifiées ; enfin, nous constatons une forte implication, non seulement du secteur agricole avec lequel la problématique de la sécurité alimentaire a été abordée en premier, mais aussi des secteurs de la santé et des affaires sociales ; des ministères, mais aussi des associations locales. »



Khady Fall-Tall
*Représentante de
la société civile et
du secteur privé*

« Nous pensons qu'il est nécessaire de capitaliser davantage les résultats de la recherche. Cela nous permettra d'appuyer notre action sur le terrain pour livrer notre message de plaidoyer et d'appliquer les enseignements de la recherche au bénéfice de nos concitoyens. Nous pensons également que la dimension genre doit faire l'objet d'une attention beaucoup plus grande quand il s'agit de travailler concrètement sur le terrain. Le genre est un facteur essentiel d'analyse parce que la résilience concerne principalement les femmes qui sont au centre de la société. Enfin, il faudrait que la société civile et les femmes puissent être reconsidérées en terme d'action dans AGIR ; parce que les partenaires techniques et financiers travaillent trop exclusivement avec les États. Nous pensons que la société civile est devenue un acteur majeur avec lequel on doit compter et qui doit être davantage impliqué dans les discussions. »



Franklin C. Moore
*Administrateur
adjoint, Bureau
Afrique, USAID*

« Nous félicitons les organisations régionales et leur leadership ; nous nous engageons à soutenir leurs efforts. Nous nous réjouissons également de l'espace accordé à la société civile et aux agriculteurs dans AGIR ; ils sont ici présents autour de la table. Nous saluons leur réponse à l'invitation qui leur a été faite. Cependant, nous croyons que les femmes constituent un élément essentiel, qu'elles forment une partie essentielle de la solution et que le genre est sous-représenté dans nos conversations et stratégies. Nous croyons qu'il est également important de relever le défi d'une plus grande participation du secteur privé. [...] Le terme « résilience » est aujourd'hui dans toutes les bouches. Il ne faudrait pas que ce terme finisse par englober tout ce qui se fait au risque de ne plus avoir de sens. [...] Nous retournons à Washington avec un engouement renouvelé pour la résilience qui est bien vivante et implantée en Afrique de l'Ouest. »



Lapodini Marc Atouga
*Commissaire
de la CEDEAO,
agriculture,
environnement,
ressources en eau*

« Nous nous réjouissons des résultats acquis après les discussions de la Semaine. Nous mesurons les responsabilités qui sont les nôtres en tant que porteurs des stratégies régionales, dans la mise en œuvre des recommandations de cette rencontre. Les Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO ainsi que le Secrétariat exécutif du CILSS ne peuvent être que satisfaits à chaque fois que l'ensemble des parties prenantes s'engagent à harmoniser leurs approches afin de renforcer la mise en œuvre des politiques nationales et régionales d'investissement agricole qui constituent aujourd'hui à la fois les visions et les objectifs de la transformation profonde et positive de l'agriculture ouest-africaine. [...] Nous sommes persuadés que la dynamique de synergie des actions impulsée par AGIR appelle d'autres succès encore plus probants au profit des acteurs agricoles. »

FORUM : L'AVENIR DES ESPACES SAHARO-SAHÉLIENS VU D'UNE PERSPECTIVE TRANSRÉGIONALE

Abidjan, 28 novembre 2013

Réunissant un panel représentatif des parties prenantes (hauts dignitaires, ministres africains, représentants d'organisations régionales et internationales, partenaires techniques et financiers, chercheurs, élus locaux et opérateurs économiques), le Forum a permis d'engager un dialogue sur le potentiel de développement de l'espace saharo-sahélien et sur l'impact d'une coopération renforcée entre l'Afrique du Nord, de l'Ouest et du Centre notamment en termes de sécurité.

Les présentations et débats ont apporté un éclairage sur les principales caractéristiques politiques, économiques, géographiques et sécuritaires de la région saharo-sahélienne. Les participants ont questionné les initiatives « sécurité

et développement », leur cohérence et leur échelle d'action. Cette plateforme de dialogue a permis de partager les expériences et de discuter des mécanismes et échelles de coopération innovants pour promouvoir le développement et la sécurité des populations dans les espaces saharo-sahéliens.

Le Forum était co-présidé par Pierre Buyoya, Haut-Représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel et François-Xavier de Donnea, Président du Club. Il était modéré par Santiago Martinez-Caro, Directeur général de Casa África, Djimé Adoum, Secrétaire exécutif du CILSS et Michel Reveyrand de Menthon, Représentant spécial de l'UE pour le Sahel.



→ Compte rendu du Forum disponible en français, anglais et arabe

→ Les documents relatifs au Forum sont disponibles en ligne : www.oecd.org/fr/sites/semainedusaheltdelafriquedelouest2013/forum.htm

1. **Pierre Buyoya**, Haut-Représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel et **François-Xavier de Donnea**, Président du Club
2. **Abdourahmane Maouli**, Maire d'Arlit, Niger et **Hansjürg Ambühl**, Chef de Division Afrique de l'Ouest, DDC, Suisse
3. **Santiago Martinez-Caro**, Directeur général de Casa África
4. **Michel Reveyrand de Menthon**, Représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel
5. **Djimé Adoum**, Secrétaire exécutif du CILSS
6. **Participants du Forum**
7. **Boumédiène Guennad**, Ambassadeur d'Algérie à Abidjan ; **Kamel Abid**, Conseiller, Ambassade d'Algérie à Abidjan ; et **Thomas Palé**, Ministre délégué à la coopération régionale, Burkina Faso
8. **Ismail Chekkori**, Ministre plénipotentiaire, Maroc

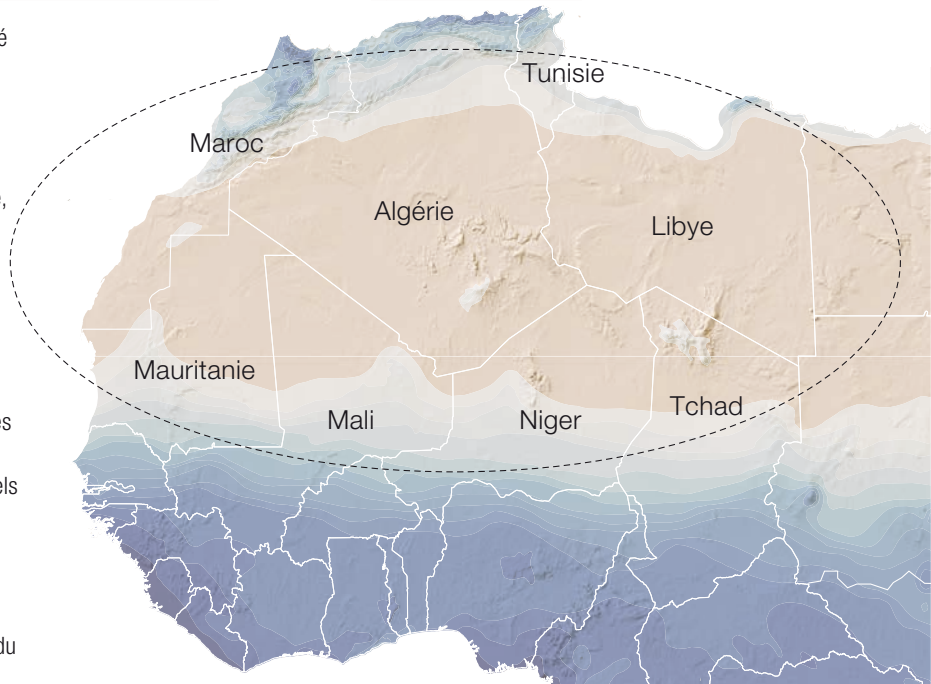
→ **Contacts :**

marie.tremolieres@oecd.org

philipp.heinrigs@oecd.org



Le Forum s'est articulé autour du travail mené par le Secrétariat du CSAO dans le cadre de son activité biennale « Perspectives ouest-africaines (POA) » consacrée en 2013-2014 au Sahara-Sahel. Les espaces concernés par l'analyse du CSAO sont partagés par l'Algérie, le Burkina Faso, la Libye, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et la Tunisie. Ils couvrent près de la moitié du territoire de l'Afrique de l'Ouest, les deux tiers du Tchad, 80 % du Maghreb et la quasi-totalité de la Mauritanie. Ils disposent de potentiels économiques réels insuffisamment développés qui s'appuient notamment sur une tradition ancienne de commerce et d'échanges culturels et humains. Ces dernières années, ces zones sont également connectées à des réseaux d'instabilités plus vastes, comme les discussions le soulignent, nécessitant une réflexion élargie à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord.



Débats

Il ressort des débats que :

- Les menaces sécuritaires qui pèsent sur les espaces saharo-sahéliens sont de nature transnationale, qu'elles concernent solidairement l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord et la communauté internationale ;
- Ces dynamiques conflictuelles sont complexes et multifformes. Elles ne pourront être durablement écartées que par des stratégies associant le court, le moyen et le long terme et par la prise de conscience que les enjeux de sécurité et développement étant étroitement imbriqués, les réponses doivent s'adapter ;
- Les espaces saharo-sahéliens disposent de potentiels partagés, susceptibles d'assurer leur développement commun et de conforter celui des pays et régions auxquels ils appartiennent.

LE SAVIEZ-VOUS ?

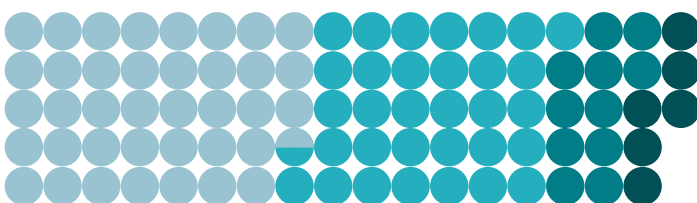
- Le Sahara-Sahel représente 40 %, 50 % et 70 % de la superficie de la CEDEAO, de l'UEMOA et des pays sahéliens respectivement.
- La zone saharo-sahélienne compte 5 % de la population régionale (soit environ 15 millions d'habitants) et représente moins de 3 % du PIB régional.
- Depuis 2000, la croissance économique de l'Afrique de l'Ouest est plus rapide que celle de l'Afrique du Nord. Pourtant, le PIB combiné des quatre pays au Nord du Sahara est 14 fois plus important que celui des voisins du Sud (412 milliards de dollars US contre 33).

Prochaines étapes

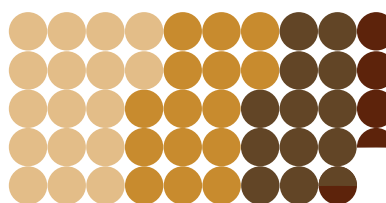
Le Secrétariat du Club capitalisera les débats et les analyses en cours depuis mi-2013 dans un Atlas à paraître dans le cadre de la série des Cahiers de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE. Les domaines suivants sont analysés : histoire et relations politiques bi- et multilatérales ; crises, conflits et insécurité ; coopération économique entre Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest ; infrastructures de transport ; frontières, coopération transfrontalière et libre circulation ; géographie et migrations ; nomadisme ; et pétrole, gaz et mines. Des cartes annotées et des graphiques accompagnent les chapitres thématiques.

POPULATION TOTALE DES PAYS SAHARO-SAHÉLIENS (2012)

Afrique du Nord (88 millions d'habitants)



Sahel (48 millions d'habitants)



Source : Banque mondiale 2013

Maghreb et Sahel : relations historiques et coopérations inachevées

La diffusion de courants de pensée culturels, religieux et linguistiques, la circulation des hommes et leurs relations marchandes constituent autant de passerelles anciennes entre l'Afrique du Nord et le Sahel. Le Sahara est sillonné et structuré dès le Moyen-Âge par les caravanes. Un axe relie Tahert, en Algérie, à Gao (Mali) dès le milieu du VIII^e siècle. Puis un autre se développe entre Sijilmasa au Maroc et Koumbi Saleh dans le sud de la Mauritanie. A l'est, l'Égypte est reliée à Gao dès le IX^e siècle par des routes, soit affleurant le lac Tchad, soit longeant la Cyrénaïque avant de s'enfoncer dans le désert. Enfin, un tracé part du golfe de Syrte (Libye) et conduit dans la région de Gao en passant par le Fezzan, le Tassili des Ajjers, le Hoggar et l'Adrâr des Iforas.

Des villes anciennes comme Tombouctou et Djenné bénéficient de l'essor de ces échanges et se développent. Plus à l'est, Agadès, Zinder, Katsina et Kano s'imposent comme des étapes majeures ou des points de convergence des réseaux marchands et des flux qui relient le pays haoussa à la Tripolitaine et à la Cyrénaïque.

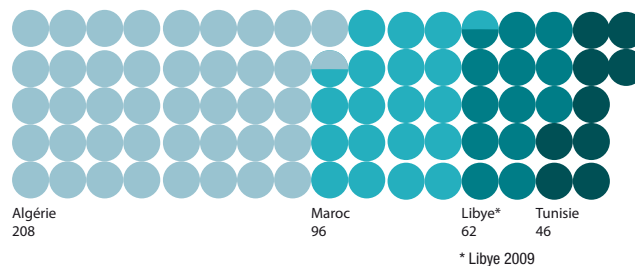
Pour les colonisateurs européens, le Sahara représente peu d'intérêt économique. L'organisation des territoires rend compte de cette absence de vision. Outre la division entre plusieurs puissances, le Sahara français se compose de trois ensembles : les territoires du Sud algérien (départements des Oasis et de la Soura), l'Afrique occidentale française (Mali et Niger) et l'Afrique équatoriale française (Tchad, Gabon, Congo et l'actuelle République centrafricaine). Les régions sahéliennes sont alors politiquement coupées de l'Afrique du Nord. En matière de développement économique, les espaces désertiques sont délaissés au profit des littoraux méditerranéens et du Sahel, avec des circuits organisés autour des ports. Les échanges dans le Sahara se recentrent alors sur les échelles régionales et locales. L'espace économique se rétracte, avec des logiques commerciales reposant davantage sur les mobilités pastorales des marchands, les solidarités régionales et les obligations mutuelles.

Après les indépendances, les États maghrébins développent leurs relations avec leurs voisins méridionaux. Cet intérêt, parallèle à la mise en valeur d'un désert aux richesses importantes, se concrétise par des efforts de coopération arabo-africaine aux motivations diverses dans les contextes de la décolonisation, de la construction de l'unité africaine et des clivages de la guerre froide.

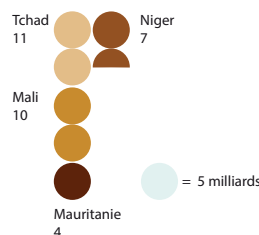
Deux types de politiques s'expriment. La première caractérise le Maroc et la Tunisie, qui s'alignent sur les positions occidentales et peinent à s'imposer. La seconde concerne l'Algérie et la Libye, engagées dans des politiques africaines ambitieuses. La politique africaine de l'Algérie et sa projection économique dans son voisinage sud sont intégrées dans un discours prônant le développement socio-économique des pays africains consécutivement à leur indépendance. Le colonel Kadhafi pratique une politique panarabe et tente de nombreuses unions bilatérales. À partir de 1974, une série d'accords avec les pays africains pour la création de sociétés mixtes libyo-africaines sont signés, ensuite mis à mal par des logiques conflictuelles -le Tchad notamment-, à propos de la bande d'Aozou.

PIB DES PAYS SAHARO-SAHÉLIENS (2012)

Afrique du Nord (412 milliards de dollars US courants)



Sahel (32 milliards de dollars US courants)



Source : Banque mondiale 2013

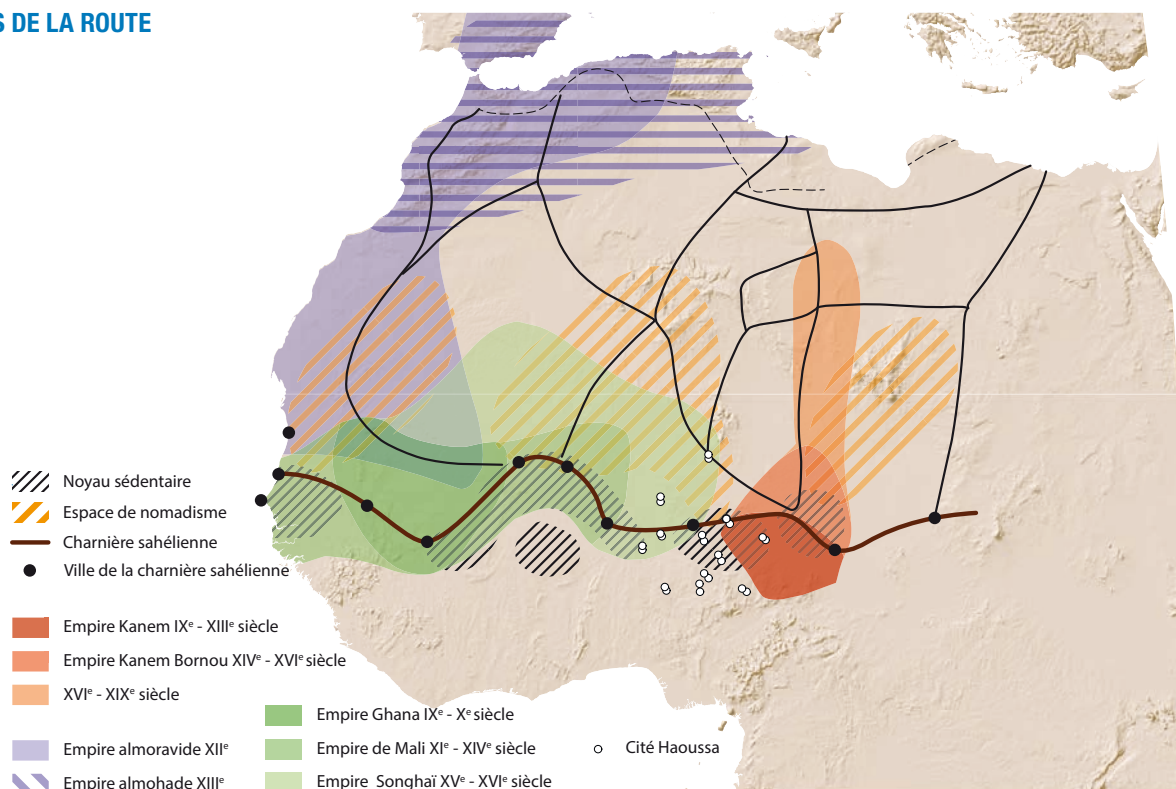
Le règlement définitif du conflit entre le Tchad et la Libye, marqué par l'acceptation libyenne en avril 1994 du verdict de la Cour internationale de Justice de La Haye attribuant la souveraineté du Tchad sur la bande d'Aozou, permet la réouverture de la frontière et la relance des échanges transfrontaliers.

Au même moment, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie renforcent également leurs relations avec l'Afrique subsaharienne. L'intensification de la concurrence sur le marché européen favorise un redéploiement des flux commerciaux des pays du Maghreb, notamment vers les espaces méridionaux d'Afrique subsaharienne. Cette redynamisation des relations se traduit dans un premier temps par le développement de structures de coopération bilatérale (commissions mixtes), la multiplication de visites officielles gouvernementales ou d'opérateurs privés dans les pays d'Afrique de l'Ouest, et l'implantation d'intérêts nationaux dans le tissu économique d'Afrique subsaharienne. Les besoins en main-d'œuvre peu qualifiée dans le sud de l'Algérie et de la Libye favorisent les migrations régulières de travail du Sud.

Plusieurs projets structurants sont initiés tels que l'axe routier Tanger-Nouakchott-Dakar (qui doit à terme rejoindre la ville de Lagos), les investissements dans les infrastructures de télécommunications liant le Maroc et l'Afrique de l'Ouest, le port Tanger-Med, la transsaharienne et le projet de gazoduc entre l'Algérie et le Nigeria. Toutefois, le Maghreb et le Sahel restent insuffisamment connectés, exceptés les septentrions frontaliers de quelques pays sahéliens, comme le Nord-Niger avec l'influence libyenne ou au Nord-Mali avec l'influence algérienne.

Les activités illicites représentent également une part des économies africaines. Les routes transsahariennes sont un itinéraire privilégié des trafics (drogue, armes, migrants ou biens de consommation courante). Les politiques de subvention et le protectionnisme de l'Algérie et de la Libye constituent des opportunités pour les trafiquants, pour revendre de l'autre côté de la frontière des produits

LES EMPIRES DE LA ROUTE



subventionnés, ne pas payer des droits de douane, contourner les interdictions d'importation et d'exportation, ou encore éviter les problèmes de change avec des monnaies maghrébines non convertibles.

En dépit de la volonté des États de développer leurs échanges ainsi que du dynamisme de l'économie informelle, la rencontre entre les deux rives du Sahara depuis la décolonisation reste affaiblie. La lutte contre les groupes armés et les trafics, la présence de migrants subsahariens en Afrique du Nord, les nouvelles infrastructures de communication et d'échanges, les potentialités économiques et les enjeux de développement pour les États maghrébins et sahéens sont pourtant autant de facteurs de convergence.

Empires précoloniaux & empires de la route

Les empires précoloniaux sont tous des empires de la route. Ils se succèdent dans cette fonction d'assurer la sécurité et la permanence du passage à travers le Sahara malgré la discontinuité du peuplement et l'éloignement des points de relais que sont devenues les villes oasis.

Chacun des États dont les frontières sont dessinées selon la conception coloniale du territoire, reproduit le couple du noyau sédentaire et de la route. Quatre fuseaux se partagent ainsi l'espace saharo-sahélien : le duo Mauritanie-Sénégal avec le fleuve en partage (1), le Mali centré sur le Fleuve Niger (2), le Niger d'abord attaché au réseau urbain haoussa avant d'être aussi accroché au fleuve songhaï-djerma (3), enfin le Tchad et le lac (4). Par ces fuseaux maintenus tout au long de l'histoire géographique du Sahara-Sahel, nomades et sédentaires sont en lien permanent et non pas séparés par la limite de la latitude soulignée par une mesure conventionnelle de l'aridité.

Donc, si le découpage de l'étendue terrestre en régions géographiques est fondé sur l'idée d'un nécessaire cloisonnement et sur la limite qui sépare, la route relie. Ainsi, le Sahara est quadrillé par des routes millénaires dont la trame est restée inchangée depuis des siècles malgré une mobilité historique des flux.

Les grandes routes transsahariennes sont d'abord obliques, joignant les boucles du Sénégal et du Niger à la Méditerranée, au Nil et au Proche-Orient. Une autre ligne joint le Tchad au Nil. Ces obliques plusieurs fois millénaires qui attestent de la résistance à l'aridification par la mobilité, sont complétées, pendant la période historique, par des routes aux tracés méridiens. Elles témoignent d'une projection à travers l'espace vide de peuplement continu. Depuis les bases de peuplement sédentaires du nord et du sud, la jonction des deux rives du désert rend nécessaire l'établissement volontaire de routes et d'étapes. Ainsi, les oasis doivent leur peuplement à un véritable transport de population depuis l'extérieur du désert, ainsi qu'à des organisations sociales et politiques. Les oasis ne sont pas là où est l'eau. Là où sont implantées les oasis, aux carrefours des routes, il a fallu chercher l'eau, parfois très profondément. Ainsi, on ne vit pas au désert des produits du désert mais de l'échange.

Paradoxalement à la simple considération des isohyètes, le Sahara-Sahel est un « pays » de villes et de routes même si la majorité de la population est considérée comme paysanne ou pastorale. Ce n'est pas l'appropriation de la terre et le tracé de la limite qui permettent le « peuplement », mais le couple de la route et de la ville.

→ Extraits des travaux notamment de S. Clairet, D. Retaillé, A. Tisseron, O. Walther réalisés dans le cadre de l'Atlas à paraître dans la série « Perspectives ouest-africaines » des Cahiers de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE).

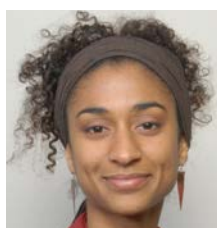
Quelle stratégie pour le Sahel ?

Si la définition d'une stratégie intégrée globale est illusoire, envisager une harmonisation ainsi que l'ouverture d'une réflexion sur certains enjeux communs est possible et à construire. Dans quelle mesure ces stratégies élaborées dans l'urgence sont-elles négociées avec les pays et institutions régionales concernées ? Comment faire converger les préoccupations centrées sur la lutte contre le terrorisme et celles sur le développement ? Quelles échelles géographiques ? Quels mécanismes de mise en œuvre et de financement des activités multilatérales ?



Pierre Buyoya
*Haut-Représentant
de l'UA pour le
Mali et le Sahel*

« La stratégie de l'Union africaine vise à relever trois grands défis : la sécurité, la gouvernance et le développement, y compris l'aspect humanitaire. Comment amener les pays du Sahel et de l'espace saharo-sahélien à coopérer en matière de sécurité ? Cette stratégie est mise en œuvre à travers le processus de Nouakchott. Nous visons à créer dans la région des mécanismes de coopération au niveau stratégique et opérationnel pour faire face aux problèmes de sécurité que nous rencontrons. Deuxième élément, quelles sont les problématiques de gouvernance communes dans cette région ? Par exemple, la radicalisation au niveau religieux, la question de décentralisation, les questions de marginalisation des minorités, le problème d'emploi des jeunes, etc. Nous essayons avec les pays de la région d'approfondir les réflexions pour savoir comment faire face à ces questions-là. Le troisième pilier de notre stratégie concerne la question de développement économique. Il faut reconnaître que la sécurité et le développement sont deux faces d'une même médaille. L'insécurité dans le Sahel est très liée à la pauvreté et nous devons améliorer la résilience des populations à travers les programmes de renforcement de l'agriculture, de l'élevage, de la lutte contre les aléas climatiques, et ensuite travailler sur les questions qui peuvent changer à terme le visage économique de la région. »



**Lori-Anne
Théroux-Bénoni**
*Chercheuse
principale,
ISS Dakar*



**Michel
Reveyrand
de Menthon**
*Représentant
spécial de l'UE
pour le Sahel*

« L'Union européenne était la première grande institution à avoir développé une stratégie pour le Sahel qui articule étroitement la sécurité et le développement : « pas de sécurité sans développement, pas de développement sans sécurité ». [...] L'un des grands enjeux aujourd'hui, c'est de parvenir à créer une approche régionale de cette crise Sahara-Sahel. La communauté internationale doit arriver à mettre en place un cadre de gestion de ces crises à la bonne échelle. Il y a deux approches qui se combinent et se renforcent : l'une des approches est d'essayer d'aider des États concernés – les États du Sahel et du Sahara – à mettre ensemble une coopération à l'échelle de la crise, en particulier dans le domaine de la sécurité. Il est très important que l'ensemble des États concernés travaillent entre eux et créent peut-être une structure, un pool de rencontres régulières à l'échelle de cet espace Sahara-Sahel. L'autre aspect, c'est la coordination de l'ensemble de la communauté internationale qui est intéressée par ces crises ; [...] Il faut que l'ensemble de ces acteurs trouvent leurs places, coordonnent leurs actions... nous devons être d'accord sur l'essentiel – nous sommes d'ailleurs d'accord sur l'essentiel et c'est pourquoi nous pouvons être plutôt optimistes aujourd'hui sur l'avancée sur cet agenda régional. »

« À l'heure actuelle, il y a une dizaine de stratégies Sahel qui ont été développées ou qui sont en cours d'élaboration par différents acteurs, qu'il s'agisse des États partenaires, des organisations internationales, des institutions financières, ou encore, des États sahéliens eux-mêmes. La multiplication des stratégies n'est pas un problème en soi. Le problème,



**Peter Robert
Sampson**
*Chef de l'unité,
Conseil en
médiation,
UNOWA*

« Au cours des deux dernières années, la stratégie de l'ONU a essentiellement évolué d'une stratégie basée sur une réaction à la crise en Libye vers une stratégie fondée sur une réaction à la crise au Mali pour se transformer enfin aujourd'hui en stratégie axée sur le Sahel. La stratégie des Nations Unies repose sur trois piliers : la gouvernance, la sécurité et la résilience, - avec une attention particulière accordée au développement des infrastructures. Elle couvre une zone allant de l'Érythrée à la Mauritanie, ciblant plus particulièrement cinq pays sahéliens. Sa mise en œuvre est coordonnée par l'UNOWA. Suite à l'approbation de la stratégie, la visite conjointe au Sahel de l'ONU, de l'UE, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et de la Banque islamique de développement, était une étape clé vers le développement d'une approche cohérente. Cette visite témoigne de la prise de conscience de la communauté internationale sur la situation au Sahel. Elle a permis de mettre en place un mécanisme conjoint de coordination tout en offrant aux pays concernés une opportunité d'identifier leurs propres priorités dans chacun de ces trois piliers. »

c'est plutôt de s'assurer qu'il y ait une cohérence d'ensemble entre toutes ces stratégies et que, finalement, les intérêts des partenaires extérieurs ne répondent pas seulement à leurs propres intérêts mais également aux intérêts des pays ciblés, tant au niveau gouvernemental qu'au niveau des populations locales. »

Quelles perspectives pour la coopération transsaharienne ?

Les participants du Forum ont souligné qu'il faudrait repenser la manière dont les États peuvent coopérer aux niveaux transfrontalier et transnational autour des trois défis majeurs du Sahel : la sécurité (force des groupes armés face à la faiblesse des États) ; la gouvernance (faiblesse des budgets réservés à la justice et à l'armée) ; et le développement (pauvreté, insécurité alimentaire notamment). Il existe des pistes à travers par exemple la décentralisation, la coopération transfrontalière ou encore le développement des infrastructures. Voici quelques points de vue :



Abdourahamane Maouli
Maire d'Arli, Niger

« La plupart de ces situations que nous vivons, dérivent d'un problème central : la pauvreté, la misère et le manque de moyens pour faire face à cette situation. Je pense qu'un développement des moyens de communication comme par exemple des infrastructures routières ou bien de télécommunications, nous permettrait de relancer le secteur économique et de développer ainsi notre région. [...] Il faudrait aussi apprendre à se faire confiance. Sans confiance, tous les efforts sont voués à l'échec. Il faudrait également pousser davantage la décentralisation pour renforcer le contact direct avec la population et accompagner nos communautés. »



Ali Bensaâd
Maître de Conférences à l'Université Aix-Marseille

« Il y a un véritable processus d'interpénétration entre le Maghreb et le Sahel. Cela peut paraître paradoxal de le dire quand on voit comment les États se tournent le dos. Pourtant, on peut observer la réalité de ce phénomène sur le terrain où des réseaux d'échanges informels, en dehors des États, s'organisent et prospèrent. Ils épousent la même trame que celle des oasis qui ont été dans le cadre du commerce transsaharien non pas des systèmes hydro-agricoles mais des nœuds dans un système relationnel. Les échanges d'aujourd'hui les font revivre. Les États ne veulent souvent pas voir cette réalité. »



Antonin Tisseron
Docteur en Histoire et Chercheur associé à l'Institut Thomas More

« Il faut être pragmatique et travailler avec les acteurs sur des programmes concrets auxquels ils souhaitent participer. En effet, d'une part, les structures existantes fonctionnent très mal et d'autre part, elles sont marquées par un climat de méfiance et des rivalités entre les États du Maghreb – notamment le Maroc et l'Algérie – mais aussi entre les pays sahéliens. Donc on est dans une situation difficile dans laquelle il faut avancer petit à petit, privilégier plutôt un cadre bilatéral tout en mettant en place, en parallèle, un forum destiné à améliorer la coordination sur le plan politique. »



Denis Retaillé
Professeur en géographie à l'Université de Bordeaux, CNRS

« Longtemps, le Sahara est resté comme une tache blanche sur les cartes. Lorsque cette tache blanche a été remplie d'information, le Sahara est apparu comme un vide. Or, le Sahara n'est pas vide, il est traversé et plutôt que d'insister sur la faiblesse de son peuplement, nous devons prendre en compte la vigueur de l'animation qui y règne par d'incessants passages. L'espace saharo-sahélien est ouvert et animé. La sécurité et le développement trouvent dans cette animation par les circulations, le meilleur de leur fondement, plutôt que dans le cloisonnement et la concentration autour de quelques sites d'exploitation directement branchés sur le monde extérieur. La circulation est un gage d'intégration. »



Salim Chena
Éditeur associé des Dynamiques internationales

« Des rencontres telles que ce Forum encourage une prise de conscience de la nécessité de rapprocher l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel dans la perspective de gérer les défis qu'ils ont en commun. Ceci dit, il existe une demande car les pays coopèrent, même s'ils coopèrent plutôt à deux que tous ensemble. Pour avancer, il y a aussi la possibilité de coopérer sur des sujets très particuliers et précis qui intéressent directement les parties concernées sans fixer ou cristalliser les différences qui peuvent exister et qui sont aussi légitimes entre les États souverains. Il reste évidemment beaucoup de chose à faire, beaucoup de coordination entre les différents programmes et organismes qui sont actifs dans la région. Mais c'est un pas dans la bonne direction pour à terme arriver à gérer les problèmes et défis par les premiers concernés que sont les États souverains sur ces grandes espaces. »



Olivier Walther
Professeur assistant, Département des Affaires internationales, Rutgers University

« En étudiant le conflit malien, nous avons cherché à comprendre comment des individus avec des objectifs si éloignés (MNLA versus AQMI) avaient pu s'unir contre le gouvernement de Bamako. Nous avons choisi d'analyser ces alliances à travers les réseaux sociaux. Les acteurs sont extrêmement souples dans leurs stratégies sociales et spatiales. Les initiatives institutionnelles pourraient s'inspirer de cette souplesse pour promouvoir le développement et la sécurité dans la région. »

→ Propos recueillis le 28 novembre 2013 par Julia Wanjiru

RÉUNION DU GROUPE D'ORIENTATION POLITIQUE (GOP)

Abidjan, 29 novembre 2013

Dans le cadre de la réunion du Groupe d'orientation politique (GOP), Laurent Bossard, Directeur du Secrétariat du Club, a présenté les résultats de l'année 2013 et les travaux en cours qui seront poursuivis en 2014. Les Membres ont également partagé leurs commentaires et suggestions sur la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Au-delà de l'agenda officiel, un grand nombre

de discussions ont permis d'engager des échanges, en profitant du rassemblement de la « famille du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ». Les Membres du GOP sont convenus que la prochaine édition de la Semaine se tiendra dans un pays ouest-africain anglophone dans la semaine du 8 au 14 décembre.

UN FOISONNEMENT DE DÉBATS

La Semaine a accueilli un grand nombre d'événements parallèles : le Comité des partenaires du CILSS (CPC) a été l'occasion pour le nouveau Secrétaire exécutif du CILSS, Djimé Adoum, de présenter sa vision et ses priorités. Fort d'une expérience de 40 ans, l'équipe du CILSS a présenté ses acquis lors d'une conférence de presse. La Commission de l'UEMOA a sensibilisé les partenaires techniques et financiers sur les réalisations de son Fonds régional de développement agricole (FRDA). Les partenaires techniques

et financiers de la CEDEAO se sont réunis pour faire le point de leurs activités d'appui. Un grand nombre de réunions *ad hoc* a permis d'approfondir les échanges et de faire avancer l'agenda ouest-africain. Enfin, l'ambassadeur de Belgique à Abidjan, Peter Huyghebaert, a offert une réception à l'occasion du Forum et le gouvernement ivoirien a invité l'ensemble des participants à une soirée dinatoire ; autant d'événements ayant permis de prolonger les discussions et d'enrichir les réseaux.

1. Participants du Forum
2. Conférence de presse du CILSS
3. Pierre Buyoya, Haut-Représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel et François-Xavier de Donnea, Président du Club
4. Réception de l'Ambassadeur de Belgique à Abidjan, Peter Huyghebaert
5. Réunion d'information sur le FRDA, UEMOA
6. et 7. Soirée dinatoire, offerte par le Gouvernement de Côte d'Ivoire
8. Spectacle de danse à travers le continent africain



L A NOUVELLE DYNAMIQUE DU CILSS

Entretien avec Djimé Adoum, Secrétaire exécutif du CILSS

Quelles sont vos priorités en tant que nouveau Secrétaire exécutif du CILSS ?

Tout d'abord, je voudrais rappeler que le CILSS fête ses quarante ans, - quarante ans d'expertise et d'expérience technique et scientifique de haut niveau, au service de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Mais si ce capital d'expérience est porteur d'espoir, il est aussi nécessaire de mesurer l'ampleur des défis qui se présentent devant nous. Il faut par exemple faire preuve d'innovation dans le domaine de la maîtrise de l'eau ; l'eau est à la base de tout : produire, manger, transformer, vendre, créer de la richesse. Hors, aujourd'hui, seuls 20 % de nos terres irrigables sont effectivement aménagées. Je pense également que le pastoralisme doit être l'une de nos priorités. Il est à la fois un système de production et un mode de vie et les pasteurs et agropasteurs sont particulièrement vulnérables aux crises alimentaires, à l'insécurité nutritionnelle chronique et aux problèmes environnementaux. Eau, pastoralisme, sécurité alimentaire, résilience, environnement, voilà des priorités qui me semblent incontournables. Elles doivent être abordées dans une démarche intégrée et holistique. C'est pourquoi j'accorde une si grande importance à l'Alliance globale pour la résilience (AGIR).

Où en êtes-vous de la mise en œuvre de cette Alliance ?

Le processus d'AGIR est en train de mûrir. Nous sommes en train de mettre en place une cellule technique basée au sein du Secrétariat exécutif du CILSS à Ouagadougou. Elle appuiera les gouvernements pour décliner la Feuille de route régionale au niveau national. Les États sahéliers et ouest-africains se sont engagés à mener des dialogues inclusifs afin d'identifier leurs « Priorités Résilience Pays (RPR) » sur la base de leurs politiques

et stratégies nationales existantes. Le processus doit être avancé d'ici avril 2014. Il s'agit d'identifier les priorités résilience de chaque pays, leurs projets prioritaires au sein des programmes existants, les budgets nécessaires, etc. La cellule AGIR sera sur le terrain pour débloquer les situations difficiles, apporter des conseils. Je suis confiant car je vois que tout le monde s'engage, y compris la communauté internationale. C'est pourquoi je suis reconnaissant envers l'UE et en particulier envers la Commissaire Kristalina Georgieva qui, aux côtés du Commissaire Andris Piebalgs, a inspiré cette alliance. Nous étions ensemble à Ouagadougou pour le lancement politique il y a à peine un an. Nous avons parcouru beaucoup de chemin.

Depuis votre arrivée à la tête du CILSS, qu'est-ce qui a changé ?

Soyons clairs, le CILSS dispose de compétences techniques et scientifiques extraordinaires mais en matière de visibilité, il a perdu un peu de terrain. Nous sommes donc en train de relever ce défi et je suis confiant que nous réussirons. Comme vous avez pu le constater, il y a désormais une nouvelle dynamique ! Je renforce les liens avec les États membres ; j'ai fait appel aux treize secrétaires permanents de chaque pays et nous avons passé ensemble une semaine à Niamey ; nous avons longuement échangé, nous avons eu des sessions de formation ; tout ceci est indispensable. De même, nous avons récemment organisé la Foire aux savoirs à Ouagadougou à laquelle il y avait 200 participants ; c'était un lieu de rencontre extraordinaire et je pense que le CILSS commence à renaître. Ceci se sent également du côté de l'intérêt de la communauté internationale envers l'institution.



Comment voyez-vous les relations du CILSS avec la CEDEAO et l'UEMOA ?

Les relations institutionnelles entre la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS sont au beau fixe. Nous sommes ici ensemble et travaillons main dans la main : le CILSS agit comme le bras technique de ces institutions. Nous sommes sollicités par la CEDEAO et l'UEMOA pour notre expertise technique. En tant que dépositaire de connaissances, nous sommes également sollicités par d'autres institutions. Par exemple, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) s'est récemment rendue à notre siège à Ouagadougou pour s'inspirer de l'expérience du CILSS. Une visite sur le terrain à Niamey leur a permis d'apprendre sur place la technique des couloirs de transhumance développée par Agrhymet. Ce type d'échanges est très fructueux et cela nous fait plaisir de voir que notre réputation dépasse les limites de notre région.

Quels objectifs espérez-vous atteindre pendant votre mandat ?

Dans trois ans, j'aimerais envoyer un petit questionnaire aux pays membres ou bien aller dans l'un ou l'autre des pays du CILSS et poser la question « Qu'est-ce qui a changé dans la vie des populations ? ». C'est à l'échelle de la population que l'on doit mesurer l'utilité de ce que l'on fait. Il faut faire du concret. Dans trois ans, je compte bien que des améliorations seront enregistrées en termes de niveau de vie, de systèmes de production, d'irrigation, de résilience, d'environnement, de sécurité alimentaire. J'espère qu'on pourra annoncer que le CILSS y est pour quelque chose.

PUBLICATIONS

Perspectives ouest-africaines : peuplement, marché et sécurité alimentaire



Mai 2013

Les dynamiques de peuplement restructurent la géographie sociale et économique de l'Afrique de l'Ouest. Ces transformations spatiales qui se manifestent par une urbanisation et une concentration économique fortes favorisent le développement de l'agriculture marchande. Alors que la population ouest-africaine devrait doubler d'ici 2050, les systèmes de production agricole vont profondément évoluer. Le rapport appelle les politiques à accompagner les changements en cours en spatialisant leurs stratégies, à améliorer les informations sur le marché et à ne pas restreindre le champ de la sécurité alimentaire au seul domaine agricole. Pour cela, elles doivent s'appuyer sur des données homogènes et fiables – non disponibles aujourd'hui – pour des variables clés telles que l'évolution des populations agricole et non agricole, les consommations et les échanges régionaux.

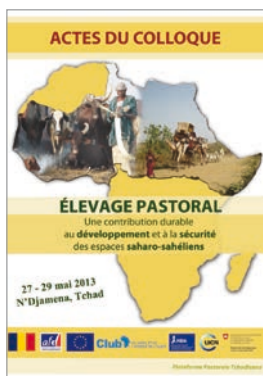
Conflits liés aux ressources et terrorismes : deux facettes de l'insécurité



Avril 2013

Cet ouvrage analyse tout d'abord les conflits liés aux ressources, forme d'instabilité ancienne et récurrente dans la région. Les causes, les enjeux et les outils de réponse régionaux sont examinés à partir d'études de cas. Cette publication explore ensuite une dimension relativement récente de l'insécurité : les terrorismes. Elle rappelle les développements d'AQMI et de Boko Haram puis s'intéresse, dans un essai comparatif, aux mécanismes légaux qui encadrent la lutte contre le terrorisme. La congruence de ces insécurités et la violence des crises actuelles posent pour l'Afrique de l'Ouest et la communauté internationale un risque de déstabilisation sans précédent.

Actes du Colloque régional sur l'élevage pastoral



Septembre 2013

En mai 2013, à N'Djaména, un colloque régional et une conférence ministérielle ont envoyé un message important aux responsables politiques chargés des stratégies de stabilisation et de développement des espaces saharo-sahéliens : l'élevage pastoral est une solution ; une solution contre l'abandon de l'espace et son accaparement par l'instabilité ; une solution à la fois sociale, économique et environnementale. Il doit être placé au cœur des stratégies et politiques de stabilisation. Co-organisé par l'Agence française de développement, le Secrétariat du CSAO et le gouvernement tchadien, avec l'appui de l'UE du FIDA, de l'UICN et de la Suisse, le colloque a montré par ses propositions, que des actions concrètes de « sécurité et développement » peuvent être mises en œuvre dans les espaces saharo-sahéliens par le biais et au service de la renaissance du pastoralisme.

ÉVÉNEMENTS EN 2014

- 15-16 avril, Réunion restreinte du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), y compris du Groupe d'experts senior (AGIR-SEG), siège de l'OCDE, Paris
- 26-30 mai, Forum régional de la CEDEAO sur les stratégies d'adaptation au changement climatique, Bamako, Mali
- 17 juin, Réunion du Groupe d'orientation politique (GOP) du Club, siège de l'OCDE, Paris
- 8-12 décembre, Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, lieu à confirmer

Contact : julia.wanjiru@oecd.org

Secrétariat du
Club DU SAHEL ET DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES
POUR UNE VIE MEILLEURE

 → www.facebook.com/OECDswac

 → www.flickr.com/photos/swac

 → www.youtube.com/user/SWACoecd

www.oecd.org/csao | www.portailouestafrique.org

Adresse postale CSAO/OCDE
2, rue André Pascal
F-75775 Paris, Cedex 16

Tél +33 (0)1 45 24 92 42

Fax +33 (0)1 45 24 90 31

Courriel swac.contact@oecd.org